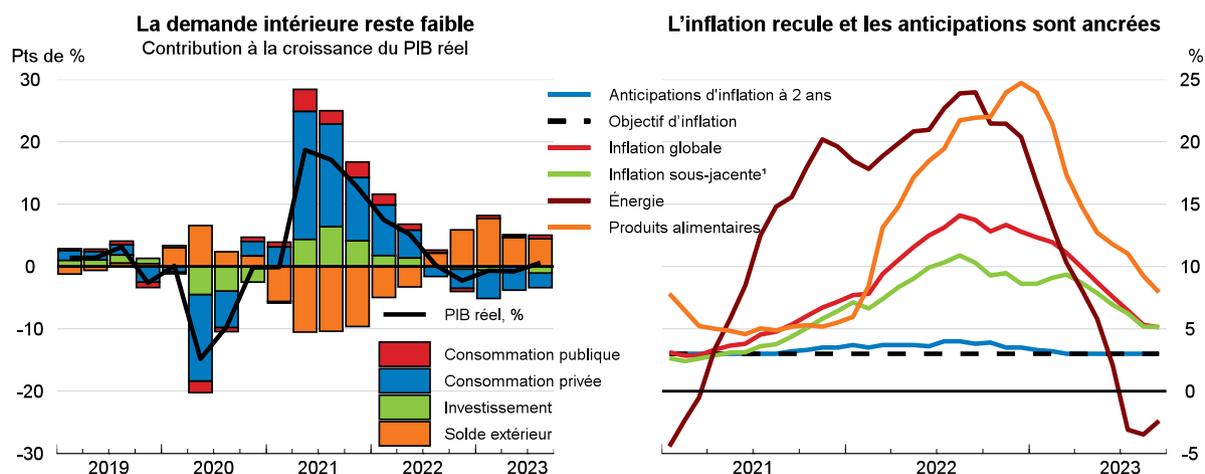


Chili

Après une croissance nulle en 2023, la production augmentera de 1.8 % en 2024 et de 2.1 % en 2025. La hausse des salaires réels, résultant d'une inflation en recul, et la baisse des taux d'intérêt permettront à la consommation de se redresser en 2024. La confiance des entreprises s'est améliorée, mais l'incertitude politique pèsera sur la croissance de l'investissement au début de l'année 2024. La forte demande de ressources minérales continuera de soutenir les exportations. L'inflation globale poursuivra son reflux et atteindra l'objectif de la banque centrale au second semestre de 2024, tandis que l'inflation sous-jacente ralentira plus lentement.

La Banque centrale devrait continuer d'assouplir sa politique monétaire pour parvenir à une orientation neutre d'ici fin 2024. La politique budgétaire suivra une trajectoire légèrement expansionniste, avec des dépenses conformes à la règle budgétaire, et des recettes minières, y compris celles perçues au titre d'une nouvelle redevance minière, contribuant à maintenir les déficits à un niveau modéré. La dette publique se maintiendra à des niveaux raisonnables. Le Chili devrait s'acheminer vers un système fiscal plus progressif, générant davantage de recettes à l'appui des dépenses nécessaires pour renforcer la croissance et réduire les inégalités. Compte tenu des ressources naturelles dont dispose le pays, la transition amorcée en faveur des énergies renouvelables à l'échelle mondiale ouvre des perspectives pour le Chili.

Chili



1. Indice des prix à la consommation hors énergie et produits alimentaires.

Source : Banque centrale du Chili ; et Institut national de statistique (INE, Instituto Nacional de Estadísticas).

StatLink  <https://stat.link/n4kmdz>

Chili : Demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Chili	Prix courants milliards de CLP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2018)				
PIB aux prix du marché*	200 804.4	11.9	2.5	0.0	1.8	2.1
Consommation privée	117 483.4	20.9	2.8	-4.7	2.3	2.0
Consommation publique	32 254.3	13.8	4.1	3.1	2.3	2.0
Formation brute de capital fixe	45 409.9	15.7	2.8	-2.0	0.7	2.1
Demande intérieure finale	195 147.6	18.5	3.0	-2.9	1.9	2.0
Variation des stocks ¹	-3 088.1	2.9	-0.7	-1.6	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	192 059.4	21.9	2.3	-4.5	1.8	2.1
Exportations de biens et services	62 818.6	-1.3	1.4	0.8	3.0	3.1
Importations de biens et services	54 073.7	31.8	0.9	-11.2	2.8	2.8
Exportations nettes ¹	8 744.9	-9.0	0.1	4.7	0.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	6.9	6.6	6.4	3.2	3.5
Indice des prix à la consommation	—	4.5	11.6	7.6	3.9	3.4
Déflateur de la consommation privée	—	4.3	10.0	7.0	4.2	3.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.8	7.9	8.5	7.9	7.4
Solde de l'administration centrale (% du PIB)	—	-7.7	1.1	-2.0	-2.3	-1.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-7.3	-9.0	-3.1	-4.0	-3.5

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

StatLink  <https://stat.link/m2nj8d>

La demande intérieure a été faible

La production a augmenté de 0.3 % au troisième trimestre de 2023, en grande partie sous l'effet des exportations nettes, la demande intérieure demeurant faible, et la baisse de l'investissement compensant le redressement de la consommation. La croissance a été portée par les services de l'énergie et de l'eau, ainsi que par l'exploitation minière. Les données à haute fréquence montrent que les ventes au détail ont augmenté en octobre. La confiance des entreprises s'est améliorée, même si elle reste en deçà de ses niveaux historiques. Après s'être élevée à 14.1 % en août 2022, l'inflation globale a reflué de façon régulière jusqu'à s'établir à 5 % en octobre. L'inflation sous-jacente recule également, et les anticipations d'inflation à deux ans restent ancrées au niveau de l'objectif de 3 % depuis mars.

Le recul des prix des matières premières observé au début de l'année a contribué à faire refluer l'inflation. Le niveau des cours du cuivre reste élevé, en dépit d'une baisse depuis le mois de juillet. La croissance en Chine a aussi été plus faible qu'attendu. Toutefois, une reprise de la production technologique mondiale depuis début 2023, des perspectives favorables pour l'utilisation du cuivre et du lithium destinés à l'électrification et un faible niveau des stocks mondiaux de cuivre sont le signe qu'il y a matière à croissance pour les exportations.

L'assouplissement monétaire va se poursuivre et la politique budgétaire va renouer avec des déficits modérés

Le durcissement de la politique monétaire observé par le passé a contribué à réduire l'inflation, et les anticipations sont restées ancrées sur l'objectif de la Banque centrale du Chili. Celle-ci a amorcé un cycle d'assouplissement en juillet, faisant passer son taux directeur de 11.25 % à 9.0 % en novembre. On

s'attend à ce que cet assouplissement se poursuive dans les deux prochaines années, avec une orientation plus neutre des taux directeurs à compter de fin 2024 et un abaissement à 4 % d'ici le second semestre 2025. En août, les pouvoirs publics ont levé le gel des tarifs des transports publics, tandis que d'autres mesures de soutien permettant d'amortir l'impact du renchérissement de l'énergie prendront fin en décembre 2023. Globalement, l'orientation budgétaire sera modérément expansionniste, avec des déficits s'élevant à 2 % du PIB en 2023, 2.3 % en 2024 et 1.6 % en 2025. Cela maintiendra la dette publique en deçà de 45 % du PIB, à savoir le niveau prudent fixé dans le décret présentant les objectifs de la politique budgétaire. Les dépenses suivront la règle budgétaire sur la base de recettes corrigées des variations cycliques. À moyen terme, la demande de minerais continuera à soutenir les recettes, même si celles provenant des contrats d'extraction de lithium ralentiront en 2024. Les premières recettes issues de la nouvelle redevance liée à l'exploitation du cuivre seront perçues en 2024-25.

La croissance rebondira en 2024-25

La production augmentera de 1.8 % en 2024 et de 2.1 % en 2025. La hausse des salaires réels, résultant d'une inflation en recul, ainsi que l'abaissement des taux d'intérêt sous l'effet de l'assouplissement monétaire contribueront au redressement de la consommation et de l'investissement en 2024. Le recentrage durable observé dans le monde entier en faveur de l'électrification, en particulier des véhicules, alimentera une demande forte d'exportations de minerais. L'inflation continuera à refluer, et l'inflation globale atteindra l'objectif de la Banque centrale au cours du second semestre de 2024. Le recul de l'inflation sous-jacente sera plus lent en raison de l'indexation des salaires et des tarifs. Les risques qui entourent ces perspectives sont orientés à la baisse. Un ralentissement plus marqué en Chine est susceptible de réduire la demande de minerais, ce qui nuirait aux exportations et à la croissance chiliennes. La prolongation en 2024 des négociations portant sur les réformes de la fiscalité et des retraites proposées par le gouvernement pourraient amplifier les incertitudes dans le domaine de l'action publique. Des événements induits par le dérèglement climatique, tels qu'une aggravation de la sécheresse ou des pluies torrentielles, pourraient avoir des répercussions sur les cultures, l'exploitation minière et les infrastructures, ce qui réduirait la croissance et nécessiterait une relance budgétaire.

Les dépenses propices à la croissance nécessitent de générer davantage de recettes

Les recettes fiscales exprimées en pourcentage du PIB sont faibles par rapport aux autres pays de l'OCDE, peu d'individus s'acquittant de l'impôt sur le revenu. Il est nécessaire de mettre en place un système fiscal plus progressif et de renforcer l'administration fiscale pour pouvoir accroître les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la fiscalité immobilière. Un tel système permettrait d'engager plus de dépenses propices à la croissance et réduire les inégalités, par exemple sous la forme d'un soutien public plus marqué en faveur des PME et de l'amélioration des infrastructures numériques. Le Chili est bien positionné pour tirer parti de la transition mondiale vers les énergies renouvelables. Pour promouvoir une production d'énergie plus respectueuse de l'environnement, il conviendrait d'accélérer la mise en place des exonérations de taxe carbone applicables aux usines afin d'encourager davantage l'utilisation de sources d'énergie renouvelable.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Chili », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/c06c147c-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.